

## EDITO

Quelle rentrée !

Les chaleurs de l'été à peine dissipées, nous voici à nouveau bousculés par une actualité brûlante, tant au niveau des sinistres dommages (inondations dans le Sud-Est) qu'au niveau de l'actualité économique.

Sans entrer dans la polémique qui oppose politiques, distributeurs, industriels de l'agro-alimentaire et monde agricole, il nous a paru intéressant pour cette nouvelle lettre d'Information, de faire un arrêt sur image sur la crise agricole. En effet, celle-ci peut, à très court terme, concerner les Compagnies d'Assurance, les fournisseurs de l'Agriculture et bien entendu les Experts.

C'est donc dans ce contexte un peu tendu que nous vous adressons avec beaucoup de plaisir, notre nouvelle lettre d'information.

Avec toute notre équipe, nous vous souhaitons une excellente lecture.

S. Perrin ■

## sommaire

-  **Agriculture**  
Crise Agricole : quelles conséquences pour les Assureurs ?
-  **Actualité CDH**

-  Agriculture
-  Agro alimentaire
-  Santé
-  Chevaux
-  Environnement
-  Productions animales

CDH EXPERTISES sur Facebook et LinkedIn : vous voulez connaître en temps réel notre actualité, réagir, nous faire part de vos commentaires





# AGRICULTURE

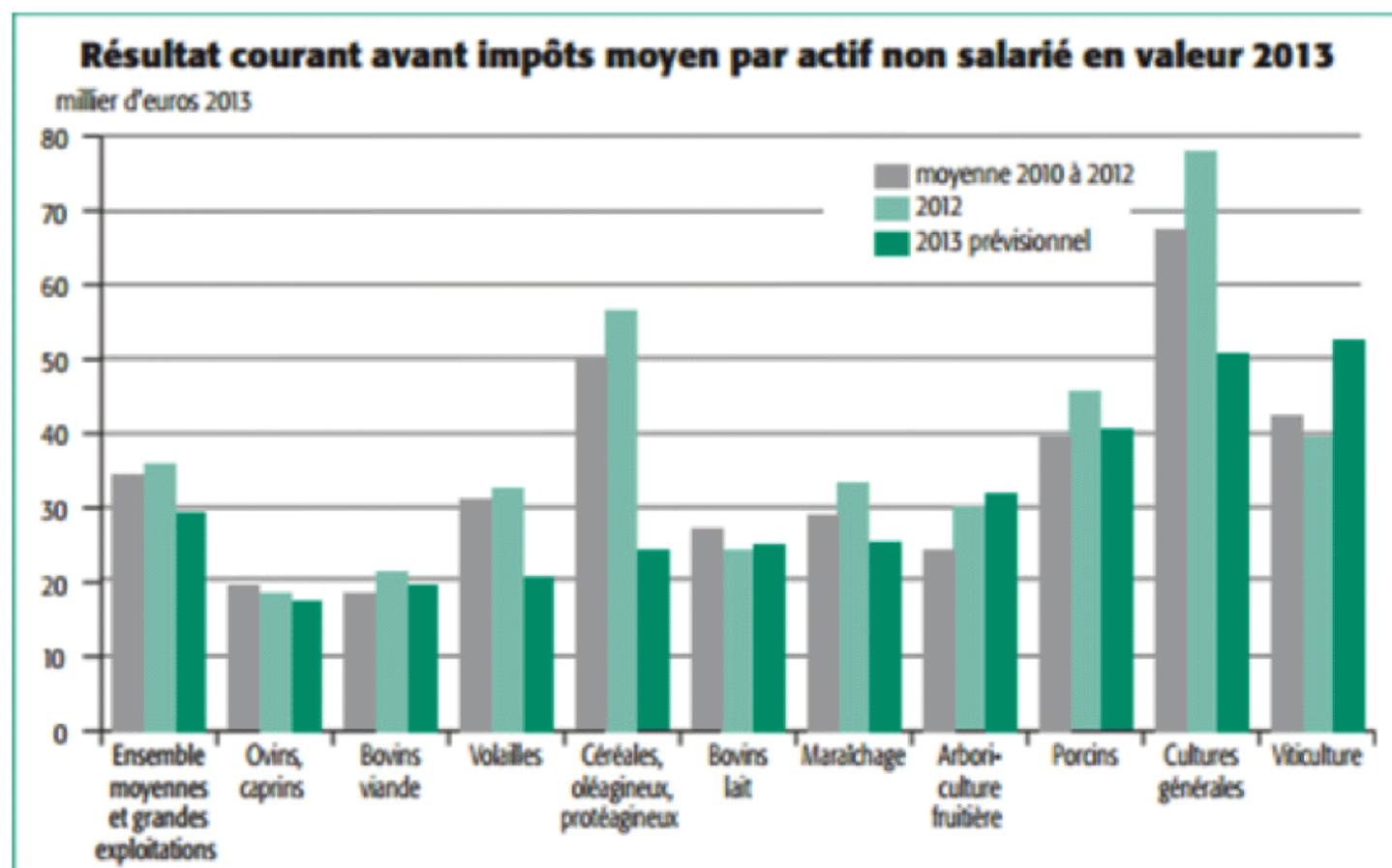
## CRISE AGRICOLE : QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES ASSUREURS ?

Les éleveurs en colère sont venus jusqu'aux portes de Paris en Septembre dernier, pour manifester leur inquiétude et leur mécontentement. Leurs revenus baissent et leur situation est de plus en plus précaire.

La taille limitée des exploitations françaises, notamment face aux allemandes, mais aussi la multiplication des normes, des labels et des contraintes, obligent les agriculteurs à des investissements de plus en plus conséquents.

A cela s'ajoute une météo qui, actuellement, ne joue pas en faveur des éleveurs (pour nourrir les animaux ils doivent recourir au foin prévu pour l'hiver), une hausse des charges et inversement, une chute du cours de la viande.

La colère a éclaté en juillet car les éleveurs estimaient que l'accord trouvé en juin avec les autres acteurs de la filière (abattoirs et Grande Distribution) n'avait pas été respecté. Cet accord visait à augmenter les prix d'achat de la viande pour couvrir les coûts de production. Mais plusieurs acteurs de la filière n'ont pas suivi cet accord car ils estimaient que les coûts de main d'œuvre en France étaient plus élevés que chez nos voisins.



Source : SSP - Agreste, Fica, indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations